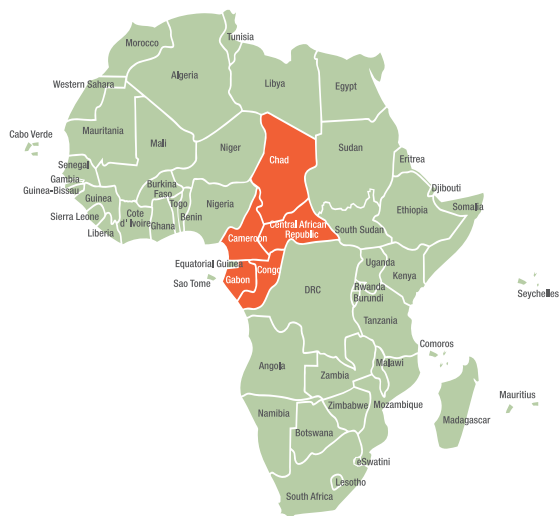


La Communauté Economique et Monétaire de L'Afrique Centrale (CEMAC)

Auteur: Christian Lambert Nguena



Vue d'ensemble

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a été créée en 1994 et est devenue opérationnelle après la ratification du traité en 1999 à N'Djamena, Tchad. Elle comprend six pays, le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la République du Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale. La Communauté constitue un marché unique pour promouvoir l'intégration sous-régionale à travers une union monétaire et une union économique. Le franc CFA centrafricain est utilisé comme monnaie commune dans la CEMAC. La population totale de la région en 2019 est de 55 854 718¹ habitants (26 048 878 pour le Cameroun ; 16 070 253 pour le Tchad ; 5 415 677 pour le Congo ; 4 764 681 pour la RCA ; 2 187 010 pour le Gabon et 1 368 219 pour la Guinée équatoriale) et le produit intérieur brut (PIB) combiné par habitant pour 2019 est de 3 785²USD dollars (10 400 USD pour la Guinée équatoriale ; 9 077 USD pour le Gabon ; 1520 pour le Cameroun ; 820 USD pour le Tchad ; 472 USD pour la RCA et 420 pour le Congo).

Le siège de la CEMAC se trouve à Bangui, capitale de la République centrafricaine. En raison des avantages potentiels que la libre circulation transfrontalière des biens et des personnes apporte à la croissance économique et à la cohésion sociale dans la CEMAC, les dirigeants des pays de la CEMAC se concentrent sur la création d'un marché unique et la facilitation de la libre circulation des personnes. Cependant, la libre circulation des personnes et des biens dans la région est faible, car non seulement la sécurité y est médiocre, mais aussi parce que certains pays de la CEMAC n'appliquent pas les règles d'intégration. Néanmoins, certains progrès ont été accomplis, notamment l'annonce du passeport biométrique de la CEMAC. De plus, la fusion des deux bourses de la région en juillet 2019 devrait permettre un marché plus liquide et plus efficace pour les titres dans la région.

Le traité qui précisait les dispositions juridiques et institutionnelles de la CEMAC a créé les quatre institutions spécialisées, dont chacune est régie par une convention juridique distincte. Les quatre institutions concernées par le financement du logement sont :

- Union Économique de l'Afrique Centrale avec un secrétariat exécutif basé à Bangui, RCA. L'union douanière est l'un des piliers centraux de la CEMAC. Elle a établi un régime pour le commerce entre les pays et avec d'autres pays. Le commerce à l'intérieur de la communauté est en franchise de droits depuis 1998.
- L'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAAC) précise les responsabilités de la Banque centrale, de la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC) et de la Commission bancaire centrafricaine (COBAC). La COBAC régit et assure la surveillance sur place et hors site des banques et des établissements financiers de la région. La BEAC est une banque centrale unique pour la région, définit les critères de convergence macroéconomique et régit le secteur bancaire par l'intermédiaire de sa commission bancaire régionale, la COBAC, qui partage avec les ministères nationaux des finances la responsabilité de l'agrément des nouvelles banques et de la réglementation des institutions de microfinance.

La croissance économique dans la région a été lente en 2016 et 2017. La croissance moyenne estimée pour la région en 2017 était de 0,9 pour cent, à peine plus élevée que celle de 0,1 pour cent en 2016 et nettement inférieure à la moyenne africaine estimée à 3,6 pour cent. La faiblesse des prix des produits de base a entraîné une faible croissance. Les perspectives pour la région sont toutefois positives, car les prix des produits de base sont à la hausse et la demande intérieure augmente. Une gestion macroéconomique saine et un environnement institutionnel amélioré devraient contribuer à maintenir la croissance de l'Afrique centrale en 2018/19. La croissance a été estimée à 2,4 % en 2018 et devrait augmenter considérablement pour atteindre 3,4 % en 2019. La croissance à partir de 2018 a été tirée principalement par l'augmentation des investissements dans les infrastructures, les secteurs des services et la reprise du secteur agricole, en particulier dans les économies qui dépendent moins des secteurs extractifs (pétrole et mines).

La demande intérieure a continué de stimuler la croissance dans de nombreux pays de la région. La demande extérieure est restée faible, en particulier dans les économies avancées, mais aussi dans les économies émergentes. La valeur des exportations de produits de base a diminué en raison de la baisse des prix. Toutefois, les exportations centrafricaines devraient se renforcer en 2019, à mesure que l'économie mondiale s'améliore. L'inflation dans la région de l'Afrique centrale était de 10,4 % en 2018 et devrait fléchir légèrement à 9,1 % en 2019.

Le Cameroun est la plus grande économie de la région, avec la moitié du total des actifs financiers de la région. En 2017, par exemple, le Cameroun était la plus grande économie de la région, avec près de 29 % du PIB régional, suivi du Gabon (13 %), de la Guinée équatoriale (11 %), du Congo (11 %) et du Tchad (11 %) ; la plus petite économie était la RCA, avec 1,2 % de contribution au PIB régional. Outre le pétrole, les secteurs de l'extraction minière et de l'agriculture sont les principales sources de revenus d'exportation. En raison des investissements privés limités, les ressources naturelles ont été peu exploitées, à l'exception du pétrole et du bois. Le pétrole brut est une ressource importante pour ces pays, à l'exception de la RCA, et il représente 87 % des exportations de la CEMAC. Le bois est le deuxième produit d'exportation en importance de la collectivité. Les six pays continuent d'essayer de diversifier leurs économies dans le tourisme, la production agricole, les services financiers, l'exploitation minière et la pétrochimie afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers.

Les pays de la région sont urbanisés à environ 52 %. Le Gabon a le taux d'urbanisation le plus élevé avec 87,2 %, avec 59 % de la population vivant à Libreville et Port-Gentil. Le taux de croissance de l'urbanisation dans la région est d'environ 2,7 %.

Accès au financement

Le système financier formel des pays de la CEMAC n'est pas bien développé. La CEMAC dispose d'un système financier moins développé avec une bourse embryonnaire à Douala au Cameroun. Le système financier formel est dominé par les banques commerciales et, dans certains pays, par les grandes institutions de microfinance (IMF). Le système bancaire comprend 52 banques commerciales actives, le Cameroun ayant le plus grand nombre de banques dans la région. La contribution du secteur bancaire au financement de l'économie est faible et, en moyenne, la moitié des actifs du secteur est contrôlée par trois banques par pays, le reste étant contrôlé principalement par des banques étrangères. L'accès au financement est entravé par la faiblesse de l'infrastructure du crédit et le crédit intérieur est faible : 15 % du PIB en RCA et au Cameroun, 14 % au Gabon, 11 % en République du Congo et 6 % au Tchad. Cette situation est attribuable à de multiples facteurs, dont l'asymétrie de l'information, la faiblesse des cadres de garanties et d'insolvabilité et l'absence d'antécédents en matière de crédit pour la plupart des entreprises et des particuliers, ce qui les empêche de demander des taux d'intérêt concurrentiels.

Les agences bancaires et les distributeurs automatiques de billets sont principalement concentrés dans les zones urbaines et semi-urbaines. L'inclusion financière est limitée et seulement 15 pour cent des adultes ont un compte bancaire. Seul un très faible pourcentage d'employés du secteur privé peut accéder au financement hypothécaire auprès des banques commerciales. Ce pourcentage va très probablement augmenter en raison des efforts continus des sociétés immobilières en partenariat avec les banques commerciales locales pour étendre les possibilités de financement des utilisateurs finaux à la classe moyenne en pleine croissance. Le secteur informel et une grande partie de la classe moyenne et des groupes à faibles revenus obtiennent des financements de logement auprès de différentes formes d'IMF. Très peu de banques offrent des crédits à moyen et long

terme, comme la Banque gabonaise de développement, la Société nationale d'investissement (au Gabon et au Cameroun), Afriland First Bank (Cameroun) et la Société congolaise financière (SOCOFIN) en République du Congo. L'État joue un rôle important dans le secteur financier de la CEMAC. Par exemple, il contrôle deux des neuf banques du Gabon et détient une participation dans la plupart des autres.

Le marché du financement hypothécaire est insignifiant dans la région et inexistant dans certains pays. Il en est encore à ses débuts au Cameroun, au Gabon et au Congo. Le financement hypothécaire est principalement accordé par des agences gouvernementales, des banques contrôlées par le gouvernement et quelques grandes banques commerciales. La plupart des bénéficiaires sont des fonctionnaires. Pour améliorer l'accès au financement au Gabon, le gouvernement a contribué à la mise en place d'un fonds de croissance et de développement pour soutenir les petites et moyennes entreprises et promouvoir l'investissement privé. En RCA, le gouvernement s'est engagé à soutenir le développement du secteur financier et l'accès au crédit en améliorant le système juridique et judiciaire pour mieux gérer les affaires commerciales, en augmentant le capital bancaire et en adoptant une stratégie de développement du secteur de la microfinance. En Guinée équatoriale, un réseau national de distributeurs automatiques de billets et de cartes de crédit et la création d'un fonds de crédit et d'un marché de la dette publique sont en place.

Il y a plus de 825 IMF dans la région et elles offrent des services à près de 1,8 million de membres.³ Le secteur de la microfinance est apparu au Gabon avec seulement quelques IMF réglementées et enregistrées couvrant un segment croissant de la population, et un nombre important d'IMF non réglementées et non enregistrées. Au Tchad, le secteur des IMF joue encore un rôle marginal dans le système financier et n'est pratiquement pas réglementé. Le gouvernement réglemente et améliore l'accès grâce à une nouvelle stratégie de microfinance. Les liens avec le secteur bancaire formel traditionnel sont faibles et la consolidation des microparticipants n'est pas suffisante pour permettre une réglementation et une surveillance significatives, ni l'établissement de liens solides avec le secteur bancaire. Toutefois, la BEAC, par l'intermédiaire de la COBAC, a élaboré une stratégie de contrôle du secteur financier informel. La COBAC, conjointement avec les ministères des Finances des six pays, réglemente désormais le secteur des IMF dans les six pays.

L'accès au crédit s'est amélioré grâce à des amendements à l'Acte uniforme sur les opérations garanties de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, connu sous son acronyme français OHADA. Les modifications élargissent la gamme des actifs pouvant servir de garantie (y compris les actifs futurs), étendent la garantie au produit du bien initial et introduisent la possibilité d'une exécution extrajudiciaire. Les marchés des capitaux sont pratiquement inexistantes et les secteurs de l'assurance et des pensions restent sous-développés.

Faisabilité financière

Dans la région CEMAC, l'État est officiellement le premier employeur, offrant des salaires mensuels moyens allant de 75 000 FCFA (130 USD) à 300 000 FCFA (515 USD). Bien que sa croissance soit rapide, le secteur privé formel est encore très petit. La plupart des gens sont impliqués dans le secteur informel dans l'agriculture de subsistance et le commerce à petite ou moyenne échelle, avec un pourcentage élevé de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ces personnes n'ont pas les moyens de financer leur logement au moyen des instruments de financement bancaire existants. Le secteur de la microfinance a le potentiel de jouer un rôle plus important, mais une supervision inadéquate du secteur reste un problème.

Les coûts de construction dans les zones urbaines et semi-urbaines sont élevés et en augmentation. La construction d'une maison standard de trois chambres à coucher dans les principales zones urbaines peut coûter jusqu'à 5 millions FCFA (8600 USD). Cela s'explique principalement par les coûts élevés des intrants tels que le ciment, le sable, les tôles de toiture, le fer, la finition et les décorations. Au Cameroun, le gouvernement a mis en place des installations de production locales pour une partie des intrants afin de contribuer à en réduire le coût. Il a également créé une agence pour développer et promouvoir l'utilisation de matériaux locaux pour la construction. Des investisseurs du secteur privé ont également créé des usines de fabrication et de distribution de matériaux de construction, ce qui pourrait réduire le coût des intrants. Ces matières sont exportées vers d'autres pays de la CEMAC. Dans les zones rurales, les coûts de construction sont moins élevés, car la plupart des maisons construites sont de qualité inférieure, avec des matériaux locaux tels que des briques d'argile séchées au soleil.

Les coûts de location dans les centres urbains et semi-urbains sont également élevés. Il existe une grande disparité dans les coûts de location au sein des pays de la CEMAC dans les principales zones urbaines. Alors qu'il en coûte en moyenne

Regional Data Challenges

Les principales sources de données sur le financement du logement dans la région sont les instituts nationaux de statistiques, les enquêtes, les ministères respectifs du développement urbain et les sources internationales, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et certains sites Web de sociétés de presse. L'accès aux données reste un défi car les informations sur les activités des États membres de la CEMAC ne sont souvent pas publiques. De nombreux pays ne disposent pas non plus des nombreux acteurs et donateurs multilatéraux, dont les activités s'accompagnent souvent de la collecte et de l'analyse de données. L'ouverture de l'État en matière d'information s'est quelque peu améliorée avec l'adoption du Système général amélioré de diffusion des données du FMI, qui publie des données macroéconomiques essentielles. Ces données, bien qu'encore insuffisantes, devraient s'améliorer avec le temps.

125 000 FCFA (215 USD) par mois pour louer une maison standard de trois chambres à coucher dans les principales zones urbaines du Cameroun, ce n'est pas le cas à Luanda, N'Djamena, Libreville et Brazzaville, qui sont les sixième, huitième, 18e et 19e villes du monde les plus chères pour les expatriés. Il en coûte jusqu'à 299 860 FCFA (517 USD) à 674 540 FCFA (1 163 USD) par mois pour louer un appartement standard de trois chambres dans ces villes. À Brazzaville, il peut coûter jusqu'à 464 000 FCFA (800 USD) pour un logement standard de trois chambres à coucher dans le centre-ville ou jusqu'à 290 000 FCFA (500 USD) en dehors du centre.

Offre de logements

Le nombre de nouvelles unités de logement qui entrent sur le marché chaque année pour la location et l'achat en vue de la propriété ne répond pas à la demande de la population de plus en plus urbanisée et de la population croissante des classes moyennes et supérieures. Les économies croissantes de la région ont gonflé une classe moyenne qui a besoin d'être logée dans les zones urbaines et semi-urbaines. Par exemple, un tiers de la population gabonaise vit dans la capitale Libreville et 24 % de la population congolaise dans la capitale Brazzaville, deux villes où le nombre de logements en souffrance est énorme. Le Cameroun, la RCA, le Tchad et la Guinée équatoriale sont de plus en plus urbanisés. La demande de logements continue d'augmenter sans augmentation correspondante de l'offre.

Le parc d'unités de logement a été produit principalement par l'autoconstruction progressive, des organismes gouvernementaux et des promoteurs privés. Un nombre croissant de sociétés immobilières internationales et de promoteurs immobiliers des États-Unis, du Canada, de la France, de la Chine et de l'Afrique du Sud entrent sur ces marchés en utilisant un modèle de construction, d'exploitation et de transfert. Par exemple, un vaste programme global du gouvernement camerounais avec l'appui des sociétés de logement étrangères « visant la relance du logement social au Cameroun par la construction de 10 000 logements sociaux... » est en cours. En 2011, le ministère du Logement de la RCA a reçu un financement de Celtel Africa, une structure de financement du logement basée à Nairobi, au Kenya, pour construire 300 logements sur deux sites. Le royaume marocain a financé la construction de 100 logements dans la localité de Sakai. Le gouvernement du Tchad, avec l'appui de pays étrangers, a financé une série de blocs de logements sociaux à Bioko Norte, pour les personnes à faible revenu en 2015. Les pauvres vivent dans des logements insalubres, souvent sur des terres mal viabilisées et dotées d'infrastructures médiocres, comme l'absence de routes pavées, d'eau potable, d'électricité et d'installations d'évacuation des eaux usées.

Les gouvernements des pays de la CEMAC s'efforcent actuellement d'accroître l'offre de logements.⁴ Par exemple, le Gouvernement italien, dans le cadre d'un partenariat avec le Gouvernement camerounais, prévoit de construire 10 000 maisons à Mbakomo, Yaoundé ; le ministre local prévoit la construction de maisons à Bonapriso, Douala. Avec les nouvelles cimenteries camerounaises qui visent également à desservir ces marchés, le coût du ciment diminue, ce qui pourrait contribuer à augmenter l'offre de nouveaux logements abordables. Par ailleurs, dans le cadre du projet du gouvernement camerounais, environ 1 500 maisons à bas prix ont été construites par des entreprises chinoises à Olembe, Mbanga Mwang, Bafoussam, Bamenda, Limbe et Sangmelima. Le projet de logement du conseil municipal « Cité des cinquantenaires » de Djoungoulou abrite 500 maisons. En collaboration avec des partenaires internationaux, le Gouvernement gabonais est en train de construire une nouvelle ville appelée Libreville 2, située à 27 km de la ville de Libreville. Avec un investissement total de 204 160 millions FCFA (352 millions USD), la nouvelle ville accueillera 20 000 personnes et contribuera au décongestionnement de la ville de Libreville. Green

Planet Holdings participe à un projet de logements abordables près de Libreville, tandis que des sociétés telles que SCIM2 GE se sont installées en Guinée équatoriale et sont impliquées dans l'investissement, le développement et la gestion immobilière. En janvier 2019 au Tchad, la SOPOFRIM a commencé à vendre 800 parcelles viabilisées sur le site de Toukra Mousgoun à des prix promotionnels. Le démarrage de la première phase de construction de 100 logements SOPOFRIM en octobre 2019 témoigne de l'accélération du processus d'offre de logements sociaux au Tchad. Pour la RCA, en 2011, le ministère du Logement a reçu un financement de Celtel Africa, une structure de financement du logement (basée à Nairobi, Kenya), pour construire 300 logements sur deux sites (l'un dans le quartier Boy-Rabe [Bangui] et l'autre dans le village sur la route Kozobilo Boali) ; malheureusement, cela n'a pas été terminé. En outre, le Royaume du Maroc a financé la construction de 100 logements dans la région de Sakai.

Des sociétés pétrolières et de construction internationales telles que Total et ExxonMobil ont stimulé la demande de logements de qualité à Malabo et Bata, en Guinée équatoriale. Il y a eu beaucoup de nouvelles constructions de maisons à Malabo II et des zones résidentielles réservées du gouvernement dans l'est de la ville. Les expatriés vivent principalement dans ces nouvelles zones, car elles sont chères et inabordable pour la classe moyenne locale. Le quartier central du Klemat à N'Djamena, près du palais présidentiel, est également un quartier résidentiel important avec de nouveaux développements. Au Gabon, au Congo et en RCA, les nouveaux projets immobiliers sont principalement portés par la demande des communautés d'expatriés et de la classe moyenne croissante. Au Gabon, la nouvelle politique gouvernementale de réhabilitation urbaine et de construction verra le gouvernement investir et construire des logements pour les citoyens gabonais avec l'aide de partenaires locaux et internationaux. Beaucoup de logements sociaux sont en construction au Gabon, la banlieue nord d'Angondje, dans la banlieue nord de Libreville, étant désignée par le gouvernement comme une zone clé pour le développement du logement social. Cette situation s'est améliorée avec l'intérêt et l'activité récents des nouveaux promoteurs de la région.

Marchés immobiliers

Dans tous les pays de la CEMAC, les terres et en particulier le sous-sol appartiennent à l'État, mais la propriété privée des terres à usage privé et commercial est possible et encouragée pour stimuler l'activité économique. Alors que le marché immobilier est en croissance dans certains pays de la CEMAC comme le Cameroun, le Gabon et la Guinée Équatoriale, il est encore quasi inexistant en RCA. La croissance du marché immobilier dans la région a été tirée principalement par la croissance des secteurs de l'énergie et de la construction, ce qui a entraîné une augmentation de la demande et une hausse du prix des maisons tant pour la propriété que pour la location.

Dans l'ensemble, selon le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, la classification de la meilleure performance à la moins bonne est : Cameroun, Guinée équatoriale, Congo, Gabon, Tchad et RCA. Dans le démarrage d'une entreprise, il s'agit du Cameroun, du Congo, de la RCA, de la Guinée équatoriale, du Gabon et du Tchad ; en ce qui concerne l'obtention de crédit, il s'agit du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Congo, de la RCA et du Tchad ; et enfin, pour l'enregistrement foncier, de la RCA, du Cameroun, du Congo, du Gabon, du Tchad. Ceci présente une image comparative claire de l'environnement des affaires dans la région CEMAC.

Il y a un léger changement dans la CEMAC par rapport aux performances commerciales de 2018. Le coût de l'enregistrement de la propriété en pourcentage de la valeur de la propriété dans la région est maintenant le plus élevé au Cameroun (18,7 %) et le plus bas au Tchad (8,1 %). Le coût pour les autres pays est maintenant de 11 pour cent (RCA), 11,5 pour cent (Gabon), 12,5 pour cent (Guinée équatoriale), et 13,9 pour cent (République du Congo). Le temps nécessaire à l'enregistrement de la propriété reste le même : 102 jours (Gabon), 86 jours (Cameroun), 75 jours (RCA), 55 jours (République du Congo), 44 jours (Tchad) et 23 jours (Guinée équatoriale). Le marché de l'immobilier résidentiel a connu un recul dans certains pays, principalement en raison du ralentissement de la croissance économique. Cela a entraîné une baisse des prix de location dans certains pays, comme la République du Congo, ainsi qu'un ralentissement de la croissance des prix dans d'autres pays.

Politiques et réglementation

Les gouvernements des pays de la CEMAC s'efforcent de mettre en place des réformes pour faire face aux contraintes dans ce secteur. Les principales contraintes sont dans les domaines de la propriété foncière et de l'enregistrement de biens (obtention de titres fonciers), de l'accès aux terrains viabilisés, de la construction et du développement et de la disponibilité des financements. Le Congo a réduit les coûts de transfert de propriétés en réduisant le taux de la taxe de transfert. Selon le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, par rapport au rapport 2018, la plupart des pays de la région ont fait des progrès en ce qui concerne la facilité de faire des affaires, la délivrance de permis de construire, l'accès au crédit et l'enregistrement des biens, avec un meilleur classement.

La République du Congo, le Gabon et le Tchad ont rendu le transfert et l'enregistrement des biens moins coûteux en abaissant le taux de l'impôt foncier. Le Gabon a accéléré le traitement des permis de construire en rationalisant le processus et en augmentant la transparence en publiant gratuitement en ligne les réglementations relatives à la construction. Le Cameroun a amélioré son système d'information sur le crédit en adoptant des règlements qui prévoient l'établissement d'une base de données sur le registre du crédit. Le Cameroun a malheureusement aussi rendu plus complexe le traitement des permis de construire en introduisant des exigences en matière d'inspection et de notification. Le gouvernement camerounais a également décentralisé le processus d'obtention des permis de construire et a introduit des délais stricts pour le traitement de la demande et la délivrance du certificat de conformité. Cela améliorera l'accès au crédit.

Tous les gouvernements de la CEMAC sont signataires de l'Acte uniforme de l'OHADA sur les opérations garanties, qui a élargi le champ des actifs pouvant servir de garantie, contribuant ainsi à améliorer l'accès au financement. Alors que les gouvernements de la CEMAC continuent d'introduire des réformes pour l'administration foncière, la construction, l'enregistrement foncier et l'accès au financement du logement, de nouvelles opportunités seront créées dans le secteur dans tous les domaines de la chaîne de valeur. Le gouvernement camerounais a pris l'initiative de fournir des garanties souveraines aux promoteurs privés. Les réformes et les politiques devraient également mettre l'accent sur l'exploitation du potentiel des IMF. Le Gabon a une nouvelle politique de rénovation urbaine et de construction.

Les opportunités

Il existe d'énormes opportunités pour les logements résidentiels haut de gamme et à revenu moyen/faible dans tous les domaines de la chaîne de valeur - promotion immobilière, construction, finance et services de gestion immobilière. Cela s'explique principalement par les réformes économiques, la forte demande de ressources naturelles des économies émergentes et développées, la croissance de la classe moyenne, l'urbanisation croissante de la population, l'énorme arrière-plan de logements et la forte diaspora qui cherche à investir dans l'immobilier. Il y a également de plus en plus d'opportunités pour l'immobilier commercial, industriel et de détail dans les zones urbaines et semi-urbaines. Les perspectives du marché immobilier sont excellentes et certaines sociétés de promotion immobilière mondiales profitent déjà des opportunités existantes dans la région.

Sources supplémentaires

Nguena, C.L., Tchana, F. and Zeufack, A. (2016). Housing Finance and Inclusive Growth in Africa: Benchmarking, Determinants and Effects. World Bank Policy Research Working Paper No: WP57902. <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-7902>

Sites Web

World Bank <http://documents.worldbank.org/>
World Data <https://www.worlddata.info/>
Central Intelligence Agency (CIA) <https://www.cia.gov/>
International Monetary Fund <https://www.imf.org/>
First initiative <https://www.firstinitiative.org/>

¹ World Population Review. <http://worldpopulationreview.com>

² Trading Economics. Cameroun : PIB par habitant. <https://tradingeconomics.com/cameroon/gdp-per-capita>

³ World Bank (2018). Documents d'information sur les projets combinés/Fiche technique sur les garanties intégrées (PID/ISDS). 20 février 2018. <http://documents.worldbank.org/curated/en/629021519934261156/pdf/Project-Information-Document-Integrated-Safeguards-Data-Sheet.pdf> (consulté le 6 octobre 2019).

⁴ Voir les profils de pays pour le Cameroun, la RCA, la Guinée équatoriale et le Tchad.